



## Élimination du budget dédié aux Grands Lacs,

### Un choc pour les maires des villes riveraines

**Chicago, 16 mars, 2017** – L’Administration Trump a rendu publique aujourd’hui sa proposition budgétaire 2018, qui élimine totalement le programme du Great Lakes Restoration Initiative (GLRI). Cette annonce est particulièrement affligeante pour les membres de l’Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent considérant le succès du programme, l’appui bipartisan dont il bénéficie et l’importance des Grands Lacs comme source d’approvisionnement en eau potable. Au cours des huit dernières années, le GLRI s’est avéré indispensable à la décontamination de sites hautement toxiques, au contrôle de la pollution diffuse des villes et des installations agricoles, au contrôle des espèces envahissantes, et à la protection d’habitats fauniques de grande valeur. L’élimination du programme GLRI fait partie intégrante d’une volonté plus large de l’Administration Trump de sabrer dans le financement de l’Agence américaine de protection de l’environnement, qui encaisse une coupure de 31,4%.

“J’estime que le budget de l’Administration américaine ne reflète pas la grande importance des enjeux environnementaux reliés aux changements climatiques et à la gestion de l’eau et que nous avons tous, à tous les niveaux de gouvernement, une responsabilité à cet égard » avance Denis Coderre, maire de Montréal et président de l’Alliance des villes et des Grands Lacs et du Saint-Laurent. “Nous allons continuer d’exprimer notre forte solidarité et nous parlerons d’une seule et solide voix contre ces coupures budgétaires inacceptables. »

« Les Grands Lacs représentent un trésor national au même titre que le Grand Canyon et la responsabilité d’investir pour leur protection ne peut reposer que sur la seule responsabilité des autorités locales » avise le maire Paul Dyster de Niagara Falls, New York et vice-président de l’Alliance des villes. « Les gouvernements de proximité y investissent déjà quelques \$15 milliards par année et comptent sur l’appui financier du gouvernement fédéral pour assurer la protection et la restauration des Grands Lacs. »

Pour la mairesse Sandra Cooper de la ville de Collingwood, Ontario, “Tous les niveaux de gouvernement, des deux côtés de la frontière, ont le devoir moral de protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent pour les générations futures. Une élimination totale du financement dédié aux Grands Lacs mettra fin à des efforts qui se sont avérés fructueux et ramènera les Grands Lacs à risque de subir une plus importante dégradation. »

L’Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale regroupant 128 villes des États-Unis, de l’Ontario et du Québec, représentant plus de 17 millions de citoyens. Les maires travaillent en concertation avec les gouvernements, les Premières Nations et les organisations non-gouvernementales de l’ensemble du bassin pour protéger, restaurer et mettre en valeur la plus importante source d’eau douce au monde.



Pour information:

**É.-U. et Ontario**

David Ullrich, Directeur général

(312) 480-6501

[david.ullrich@glscities.org](mailto:david.ullrich@glscities.org)

**Québec**

Scott McKay, représentant au Québec

(514) 618-0297

[scott.mckay@glscities.org](mailto:scott.mckay@glscities.org)